

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > Maroc : qui s'enrichit avec le phosphate et qui reste pauvre (...)

Maroc : qui s'enrichit avec le phosphate et qui reste pauvre ?

RAF CUSTERS

envoyer par mail | 1k

2 novembre 2013

Article en PDF: 

Dans son tout récent livre *Chasseurs de matières premières*, Raf Custers enquête sur ces multinationales qui s'enrichissent grâce aux ressources naturelles de pays qui restent pauvres. Son premier chapitre commence avec le Maroc : les pêcheurs de Sidi Ifni, sur la côte Atlantique, se font appauvrir par les bateaux – usines occidentaux qui épuisent le poisson. Une alternative possible en exploitant la ressource naturelle de la région, les mines de phosphate ? Hélas, non. Les pêcheurs ne peuvent sortir de la misère. A cause de l'élite autour du roi, à cause des multinationales, à cause de l'injustice Nord – Sud.



EXTRAIT :

1. Les monuments de l'exportation

Notre agriculture, elle aussi, utilise des matières premières. Prenons les phosphates : sans eux, pas de céréales ni de bétail. Les mines de phosphate les plus riches se trouvent au Maroc et dans le Sahara occidental occupé. Pourtant, la terre et le désert y restent arides. Le Maroc ne vise pas son marché domestique, il cible le monde.

C'est en voiture que nous entamons notre exploration. Le dimanche 29 juin 2008, à Sète, sur la Côte d'Azur, nous prenons le ferry pour Tanger, dans le nord du Maroc. La traversée dure deux nuits et un jour. Sur les petits coussins de la cabine sont brodés des bateaux à vapeur. La petite piscine sur le pont grouille d'enfants, telles des anguilles dans un seau. Nous sommes partis avec une Corolla d'occasion, datant de 1995. Elle venait d'être remise en circulation par la gendarmerie belge. Quand j'ai aspiré l'intérieur, j'ai retrouvé sous la place du mort des billets provenant d'un cinéma de Bruges. Les inspecteurs allaient-ils au cinéma pendant leurs heures de service ? Quand nous sommes partis, le compteur indiquait 153.243 kilomètres. Une caisse à la technique toute simple, sans complexe ni sophistications électroniques. Pas d'air conditionné, et des vitres à descendre à la main, tout simplement. Pour profiter de la brise de mer, nous suivons les côtes marocaines. Le dimanche suivant, nous arrivons à Sidi Ifni, un petit port à environ 1.200 kilomètres au sud de Tanger. Nous décidons de nous y arrêter un peu plus longtemps. L'auto doit aller au garage, il faut remplacer le thermostat. Sinon, il risque de surchauffer d'ici peu dans la chaleur du Sahara occidental et de la Mauritanie. Le lendemain, quelqu'un nous accompagne, depuis l'hôtel Suerte Loca jusque chez un mécano. Je sors quelques banalités – « Il fait calme, comparé avec les plages du Nord ! » - mais l'histoire qu'on me sert en guise de réponse est tout sauf banale.

Le blocage

Exactement un mois plus tôt, le 7 juin, une révolte a été réprimée ici, à Sidi Ifni. Les protestations avaient débuté fin mai, quand la commune avait proposé d'engager du personnel. Il y avait eu huit offres d'emploi. Mais, le jour de la sélection, 985 candidats

s'étaient présentés à la mairie. Sidi Ifni compte plus d'habitants au chômage qu'au travail. Le rassemblement face à la mairie était donc déjà toute une manifestation en soi. Quand les candidats refusés avaient été renvoyés chez eux, quelqu'un a crié : « Au port ! » Vraisemblablement c'était l'un des jeunes diplômés. Ces jeunes ont fait des études mais ne trouvent pas d'emploi. Ils se sont affiliés à un syndicat, l'Association des jeunes licenciés. Immédiatement, la foule s'est mise en mouvement. Au port, ils ont barré le long mur de l'embarcadère, bloquant ainsi nonante camions réfrigérants. Ceux-ci venaient d'être chargés de sardines fraîches et se tenaient prêts à partir pour le nord. Ce n'était pas la première fois que les gens d'Ifni menaient des actions. Ils savaient comment s'y prendre. Ce jour même, ils faisaient parvenir leurs revendications aux autorités provinciales, à Tiznit. Ils voulaient du travail dans leur propre région et exigeaient que les sardines fussent mises en boîte sur place au lieu de les acheminer vers les usines d'Agadir ou de les exporter vers l'Espagne.

Sidi Ifni est pressuré. La région se situe au bord du Maroc et les villes du centre en emportent la richesse. Et la situation n'a pas changé depuis l'époque coloniale. Longtemps, Sidi Ifni a été une enclave espagnole. Jusqu'en 1969, la ville a été soumise à l'administration coloniale espagnole. Autour de la Plaza Espana, quelques bâtiments de style Art déco mauresque sont demeurés intacts. Certains habitants de la ville pensent avec nostalgie à cette époque coloniale, quand cela se bousculait à l'aéroport et que le commerce était florissant, entre autres avec un autre territoire espagnol comme les îles Canaries. Le commerce tournait autour du poisson. L'Espagne n'avait investi à Sidi Ifni que pour en emporter facilement le poisson. L'administration coloniale avait fait construire deux tours colossales en béton à l'entrée du port, sur des socles qui s'enfonçaient à 150 mètres de profondeur en mer. Les tours étaient reliées à la terre ferme par un téléphérique. La tour la plus proche du littoral est toujours plus ou moins intacte. Au pied des tours, on déchargeait les marchandises espagnoles et elles étaient amenées à terre par le téléphérique. Le poisson de Sidi Ifni faisait le trajet inverse pour être chargé dans les navires espagnols et être exporté, naturellement.

Nul n'ignore à quel point les zones poissonnières sont riches, au large des côtes de l'Afrique occidentale. On y pêche à l'échelle industrielle à l'aide de bateaux-usines. Ils viennent de Russie, de Corée, du Japon et d'Europe. Les pêcheurs européens qui, dans les mers plus au nord, ne peuvent plus pêcher davantage que les quotas imposés, se rendent dans les zones poissonnières du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Guinée. L'Union européenne a conclu des accords de pêche avec ces pays et convenu de la quantité de poisson que les pêcheurs européens pouvaient remonter. Et le Maroc en tire un bon prix. Dans le secteur européen de la pêche, quelque 250 emplois ont ainsi été sauvés, mais, dans les eaux africaines, on prend beaucoup plus de poisson qu'il n'a été convenu. Les pêcheurs africains ne peuvent faire face à la concurrence des bateaux-usines. Bien des pêcheurs ont cessé leurs activités émigrant vers les villes ou vers l'Europe où ils ont rejoint le prolétariat des migrants.

Les pêcheurs de Sidi Ifni sont faibles. Je présume qu'ils louent les bateaux avec lesquels ils vont pêcher. Pourtant, les producteurs peuvent également défendre leur intérêt collectif. Par exemple, en organisant la vente à la criée. C'est ce qu'on voit dans d'autres villes portuaires. Les pêcheurs se mettent tous ensemble et vendent ainsi leur poisson aux gens. La criée leur permet de céder leurs produits aux acheteurs à des prix raisonnables. Mais, à Sidi Ifni, il n'y a pas de criée. Le poisson est transvasé directement des bateaux dans les camions. Les pêcheurs ne reçoivent pas d'aide non plus du gouvernement marocain. Par expérience, ils savent que Rabat, la capitale, les considère comme des citoyens de second rang et qu'elle contrecarre le développement de la région. Le gouvernement ne fait rien pour moderniser le port de Sidi Ifni. Devant l'embouchure du port, il y a un banc de sable. Ce qui fait que, chaque fois que les pêcheurs sortent ou rentrent, ils risquent leur vie. Mais il n'existe aucun plan de dragage. Et tant que les pêcheurs de Sidi Ifni attraperont des sardines, le poisson sera systématiquement emporté vers les conserveries des villes du nord du Maroc. Dans le temps, Sidi Ifni était dirigé à partir de l'Espagne, aujourd'hui à partir des villes du centre du Maroc. Le colonialisme espagnol a fait place au colonialisme intérieur. Les régions pauvres du Maroc restent à la traîne, complètement démunies.

La répression

Durant la révolte de Sidi Ifni, la fameuse élite marocaine a fait savoir clairement qu'elle entendait bien maintenir la situation telle quelle. Quand le blocage du port a commencé à traîner en longueur, les acheteurs ont calculé combien cette plaisanterie allait leur coûter. Ils ont fait intervenir leurs relations. Qui ont décidé d'infliger une bonne leçon à Sidi Ifni.

Le 7 juin, une semaine après le début du blocus, l'armée et la police antiémeutes débarquent en nombre. Elles viennent libérer les camions frigorifiques. Quatre mille hommes – c'est le chiffre officiel – entourent la ville. Des unités descendent des flancs de montagne derrière Ifni et, de la mer, des fusiliers marins débarquent. Une fois qu'ils arrivent en ville, ils se déchaînent. De force, ils sortent les gens de leurs maisons. Dans la caserne de la police, les personnes arrêtées, hommes et femmes, se font humilier. Ils doivent baisser le pantalon et s'asseoir sur des goulots de bouteilles de Coke. C'est le Samedi noir. La réalité. En même temps débute la traque aux dirigeants de la révolte.

L'un des dirigeants qu'on m'a signalés me fait savoir qu'il voudrait me rencontrer. Nous parlons sans être vus sur le toit d'une maison, à la belle étoile. L'homme est membre du « secrétariat », un groupe de syndicalistes et de militants de gauche fondé en 2005 lors de précédentes protestations en faveur de l'emploi. Le « secrétariat » a continué de se réunir dans la clandestinité. Il a rédigé un cahier de revendications. Demandant entre autres que le port et l'hôpital de Sidi Ifni soient modernisés, que la route côtière vers Tan-Tan soit élargie afin de faciliter un trafic routier plus abondant, que l'on sorte Ifni de son isolement et, par-dessus tout, que l'on crée des emplois pour les jeunes. Mais le gouvernement de Rabat et l'administration provinciale ne les écoutent pas. Au contraire, ils traficotent autour de l'avenir

de Sidi Ifni. L'homme du « secrétariat » sait que la municipalité avait prévu des terrains pour des conserveries. Mais quelques politiciens et hommes d'affaires ont vendu ces terrains en sous-main à des amis politiques, « pour 1,5 dirham le mètre carré », une broutille.

L'homme du « secrétariat » me raconte le Samedi noir. Ses yeux se mouillent pendant qu'il me parle. Mais les Ifnois ne se sont pas laissés faire. Le lendemain de l'attaque de l'armée, ils sont descendus à nouveau dans la rue, pour protester contre la répression. La chaîne de télévision *Al Jazeera* a défié la censure et a transmis des images de la répression. Selon *Al Jazeera*, l'armée avait même abattu des personnes. Le gouvernement a obligé l'émetteur à cesser ses émissions. Mais la nouvelle de la révolte s'était désormais répandue très rapidement. Les Ifnois avaient téléphoné à leurs parents au Maroc et à l'étranger. Des migrants de Sidi Ifni s'étaient également mis en mouvement, à Rabat, à l'étranger, et même à Bruxelles. Les premiers messages de solidarité étaient arrivés. Une semaine après le Samedi noir, un cortège défilait à nouveau dans les rues de Sidi Ifni mais, cette fois, avec des délégations de Seffro, Safi, Laâyoune, Ouarzazate, Guelmim : 9.000 personnes au total.

Combien d'endroits n'y a-t-il pas qui sont pareils à Sidi Ifni ? Les gens d'ici sont entrés en résistance afin de profiter un peu plus eux-mêmes des matières premières locales. Ils veulent mettre le poisson en valeur à leur propre avantage et récupérer au moins une partie de ce qu'il rapporte. Mais l'économie et la politique ne fonctionnent pas de cette façon. Si le peuple ne frappe pas sur la table, il n'aura pas grand-chose à dire.

La bande transporteuse

Le Maroc est pauvre, comparé au noyau riche de l'Europe occidentale. Mais, en réalité, le pays n'est pas démuné. Il possède un long littoral et de riches zones de pêche. Il a également des minerais, dans son sous-sol. Les mines sont éloignées du monde habité. Mais, avec leurs bandes transporteuses, elles arrivent à la mer. Quand on traverse le Maroc du nord au sud, on se croirait sur la route des monuments de l'industrie d'exportation. Partout, on a construit des installations onéreuses qui n'ont qu'une seule fonction : exporter les richesses locales, en exporter le plus possible et sans en faire quoi que ce soit de tangible sur place.

A Sidi Ifni, sous l'administration coloniale espagnole, on a installé un téléphérique afin de pouvoir transborder le poisson destiné à l'exportation. Le joyau suivant se situe à Port Laayoune, à une grosse journée de route vers le sud depuis Sidi Ifni. C'est une bande transporteuse de près de cent kilomètres de long. Cette installation sert uniquement à acheminer vers un port le phosphate brut en provenance d'une mine de l'intérieur du pays. Au port, la marchandise est transbordée et expédiée en Europe ou à destination de l'industrie chimique américaine, dans le golfe du Mexique. L'exportation prime, la transformation sur place passe bien après, alors que le phosphate est nécessaire au pays même et qu'une industrie de transformation sur place pourrait procurer des emplois et des revenus.

Le phosphate est littéralement d'une importance vitale. De la roche de phosphate, on extrait du phosphore, dont on fait des engrais chimiques et de la nourriture pour bétail. Le phosphore contribue à faire pousser les plantes plus rapidement et consolide les os et les muscles des animaux. On en ajoute aussi aux boissons rafraîchissantes et aux aliments que les gens consomment. Le phosphate est une matière première extrêmement importante. Il fait l'objet d'une forte demande. Mais on a calculé que les réserves mondiales seront épuisées d'ici 75 à 100 ans, si la demande continue à croître chaque année d'environ. [i] Le Maroc et son voisin du sud, le Sahara occidental, disposent ensemble d'au moins deux tiers de tout le phosphate brut de la planète.[ii]

Le Maroc occupe le Sahara occidental depuis des décennies et administre le pays comme une province du Grand Maroc. La frontière entre le Maroc et le Sahara occidental a été effacée, jusque sur les cartes terrestres marocaines. Le Sahara occidental lui aussi était une colonie espagnole, dans le temps. Aujourd'hui, le pays est incorporé à l'économie marocaine. Parmi les Sahraouis, les habitants d'origine, beaucoup se sont réfugiés dans des camps en Algérie. Ceux qui sont restés n'osent pas parler ouvertement. La police marocaine fait le guet partout. Près du port de Dakhla, nous nous entretenons sans être vus avec un Sahraoui. Nous n'existons plus, dit-il, tout devient marocain. Les Sahraouis qui travaillaient à Boukraa, dans la mine de phosphate, ont été remplacés en grande partie par des colons marocains. Pour attirer ces colons, le Maroc maintient le carburant à un prix ridiculement bas et on a construit des villages qui ne manquent pas d'attrait. Mais les villages se trouvent en plein désert de pierrailles et restent vides.

Le nom de la ville de Laayoune a été modifié en El Aâyoune par les autorités marocaines. Ici, des garnisons ont toujours été casernées pour veiller sur l'arrière-pays. Si on s'approche de Laayoune en venant du nord, on passe devant la caserne de la légion étrangère espagnole. Mais les légionnaires espagnols ont été remplacés par des militaires marocains. Il en fourmille partout, dans les rues de Laayoune.

Les installations portuaires de Port Laayoune et la fameuse bande transporteuse se situent à cinq kilomètres de la ville même. Au port, le paysage change de couleur. C'est un port minéralier et partout, aux alentours, tout est couvert d'une poussière blanche. La poussière provient de la bande transporteuse qui enjambe l'autoroute. On dit que c'est la plus longue bande transporteuse du monde. Cet honneur date des années 1970, lorsque cette installation a été réalisée par la firme allemande Krupp. A l'époque, il s'agissait encore vraiment d'une première mondiale. La bande transporteuse achemine le phosphate brut. Les blocs proviennent en droite ligne de la mine à ciel ouvert de Boukraa. Cette dernière se situe au beau milieu du désert de Saguia el-Hamra, à exactement 97 kilomètres d'ici. C'est l'une des mines de phosphate les plus riches au monde. Pour extraire le minerai du sol, il ne faut même pas creuser très profondément. Sur les photos satellites, la mine de Boukraa ressemble à un long fossile nervuré. Le phosphate brut extrait des puits est chargé sur la bande

transporteuse. Dans un bruit fracassant, celle-ci fonce en ligne droite, sans la moindre courbe, vers le port de Laayoun. Au port, le minerai est lavé et séché. Puis emmené par bateau aux quatre points cardinaux.

La colonie du phosphate

Les veines de minerai de Boukraa ont été découvertes dans les années 1950, quand le Sahara occidental était encore une colonie espagnole. Dans les années 1970, en Espagne, la dictature du général Franco s'écroulait, mais le Sahara espagnol n'en est pas devenu indépendant pour autant. Le Maroc et la Mauritanie, ses voisins du nord et du sud, se sont d'abord partagé le pays. Ensuite, le Maroc a chassé également les troupes mauritaniennes faisant main basse sur tout le pays. Le Maroc n'entendait le céder à aucun prix. Car, en 1974, en raison des zones de pêche au large des côtes et des réserves de phosphate du sous-sol, la Banque mondiale avait décrit le Sahara occidental comme le territoire le plus riche de l'Afrique du Nord-Ouest (le Maghreb). L'ancien et le nouveau colonisateur, l'Espagne et le Maroc, signaient d'ailleurs un accord à ce propos. L'Espagne restait copropriétaire des mines de phosphate du Sahara occidental. Ce fut le cas jusqu'en 2002, lorsque Boukraa devint entièrement propriété marocaine.

C'est une absurdité, de voir cette colonie demeurer si aride, à l'instar de régions entières du Maroc. Avec leur phosphate, le Sahara occidental et le Maroc pourraient fertiliser leurs terres. Mais ce n'est nullement une priorité pour les entreprises qui détiennent la chaîne du phosphate, depuis l'extraction jusqu'au produit fini. L'une de ces entreprises est Prayon, toujours en partie dans des mains belges.

Jusqu'au début des années 1990, Prayon transformait le phosphate du Maroc en Belgique. On en faisait de l'acide phosphorique. En Belgique, d'autres entreprises, comme UCB, BASF et Rhône-Poulenc s'en chargeaient également. Ce procédé avait un grand inconvénient : il laissait derrière lui des masses énormes de déchets de plâtre. Ceux-ci contenaient des métaux lourds et étaient en outre légèrement radioactifs. On les larguait dans des décharges, devenues tristement célèbres entre-temps, entre autres à Rumst et à Zelzate, ainsi que dans l'Escaut et dans d'autres cours d'eau.[iii] Des années durant, presque tout fut permis, pour soutenir la « position concurrentielle » de l'industrie.

Mais le mouvement environnemental allait harceler cette industrie. En 1992, Prayon ne recevait plus de permis de décharge pour le site de Rumst. Selon des informations de l'époque, Prayon avait alors trois copropriétaires : Gechem (de l'écurie de la Société Générale), le holding public wallon SRIW et une entreprise publique marocaine, l'Office chérifien des phosphates (OCP).[iv] Prayon allait alors installer la production d'acide phosphorique de base au Maroc même. Mais pouvait-on encore faire là-bas ce qui était désormais interdit ici ? A-t-on mis en service là-bas, en même temps, une technologie permettant de produire (plus) proprement ? Ce sont des questions que j'espère encore approfondir. Cependant, le Maroc a commencé alors à bâtir sa propre industrie autour de l'exploitation du phosphate brut. Peu après, Gechem s'est retiré de Prayon et l'entreprise, avec une usine à Engis, près de Liège, est devenue la copropriété, à cinquante cinquante, de la Région wallonne et de l'OCP.

Il importe de savoir que ce ne sont pas des firmes étrangères qui exploitent les mines de phosphate au Maroc. L'Etat marocain a accordé le monopole de l'exploitation à l'Office chérifien des phosphates. Dans ses brochures, l'OCP explique en détail comment il entend contribuer à l'agriculture au Maroc.[v] Mais, dans la pratique, on n'en voit pas grand-chose. Car, encore une fois, l'économie marocaine est adaptée au marché mondial, et non aux besoins intérieurs.

N.B. L'auteur examine ensuite "le dédale de la monarchie", les familles riches qui contrôlent le phosphate, et les difficultés affrontées sur le marché mondial

[i] Cordell, D. e.a., « The story of phosphorus : Global food security and food for thought », dans *Global Environmental Change*, 19 (2), pp. 292-305, 2009, cité dans : Fischer-Kowalski, Marina, « Socio-ecological transitions : definition dynamics and related global scenarios », *Working Document Neujobs*, avril 2012.

[ii] Les réserves de phosphate du Maroc et du Sahara occidental sont de 50 milliards de tonnes pour des réserves mondiales totales de 65 milliards de tonnes. « Phosphate rock », dans *U.S. Geological Survey*, janvier 2011, pp. 118-119.

[iii] Paridaens, J., Vanmarcke, H., Inventarisatie en karakterisatie van verhoogde concentraties aan natuurlijke radionucliden van industriële oorsprong in Vlaanderen (Inventaire et caractéristiques des concentrations accrues de radionucléides naturels d'origine industrielle en Flandre), Departement Stralingsbeschermingsonderzoek Studiecetrum voor Kernenergie (SCK), étude menée pour le compte de la Société environnementale flamande, MIRA, MIRA/2001/01, juin 2001, 46 p.

[iv] Willems, R., « Prayon Rupel. Bedenkingen bij een (fosfor)zuur dossier » (Prayon Rupel. Réflexions sur un dossier acide (phosphorique) », dans *Markant*, 19 juin 1992, pp. 8-9.

[v] Voir par exemple le *Rapport Annuel 2009*, Groupe OCP, pp. 41-48.

Chasseurs de matières premières de Raf Custers est maintenant disponible dans [notre e-shop](#)

[Maroc](#)